

## La voix de l'Opposition de gauche

Gouvernement des capitalistes. Enfumage. Langue de bois. Double langage.  
Hypocrisie. Mensonge.

**4 juin 2012**

En Grèce. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand jury RTL/Le Monde/LCI, que la question d'une sortie de la Grèce de la zone euro «*se posera sans doute*», si le pays revient sur ses engagements à l'austérité pris auprès de l'UE et du FMI en cas d'arrivée au pouvoir de la gauche radicale.

«*Ca pose problème. Si les Grecs eux-mêmes ne respectent pas leur engagement, là on se trouverait dans une situation qui serait infiniment plus compliquée*», a souligné Pierre Moscovici. (20minutes.fr 03.06)

En France. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, que la Commission européenne défendait, dans ses recommandations économiques à la France, une «*logique libérale qui n'est pas*» celle du gouvernement, évoquant le coût du travail ou la TVA sociale.

Même si «*la tâche est difficile*», il faudra selon lui «*combinaison redressement et justice*» pour, quoi qu'il arrive et comme Paris s'y est engagé, «*tenir les 4,5% (du PIB de déficit public, ndlr) en 2012 et 3% en 2013*», même si cela représente «*une marche importante*». (20minutes.fr 03.06)

Pour lui, les violentes mesures d'austérité adoptées en Grèce contre les travailleurs doivent être appliquées, car il ne fait aucun doute qu'elles permettent de «*combinaison redressement et justice*» ! C'est bien ce que pensent aussi les armateurs milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, n'est-ce pas ?

Assurément, il tiendra le même discours à propos de la France... après les législatives. Vous en doutez ?

Quelles mesures significatives ont-ils prises ou annoncées contre les privilèges dont bénéficient l'industrie financière ou les capitalistes en général pour récupérer des centaines de milliards d'euros qui font défaut à l'Etat ? Réponse : aucune. Au contraire, ils vont leur faire de nouveaux cadeaux via de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront financées par une augmentation des cotisations sociales des travailleurs (CSG ?).

L'austérité et l'injustice s'applique en France, c'est justifier l'existence de 200 000 millionnaires en euros et refuser de passer le Smic à 1 700 euros nets par mois, de revenir à une retraite à taux plein avec 37,5 annuités, etc.

La méthode de Moscovici et du gouvernement consiste à nier que l'austérité existerait déjà en France pour dire qu'elle n'existera pas demain et qu'il faudrait se satisfaire de ce discours. Inutile de dire que tous les vendus ont sauté sur l'occasion, normal, ce discours a été spécialement conçu pour qu'ils puissent le reprendre à leur compte et soutenir ainsi le gouvernement.